

LES RESSORTS DU VOTE EELV AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Jérôme Fourquet, Sylvain Manternach

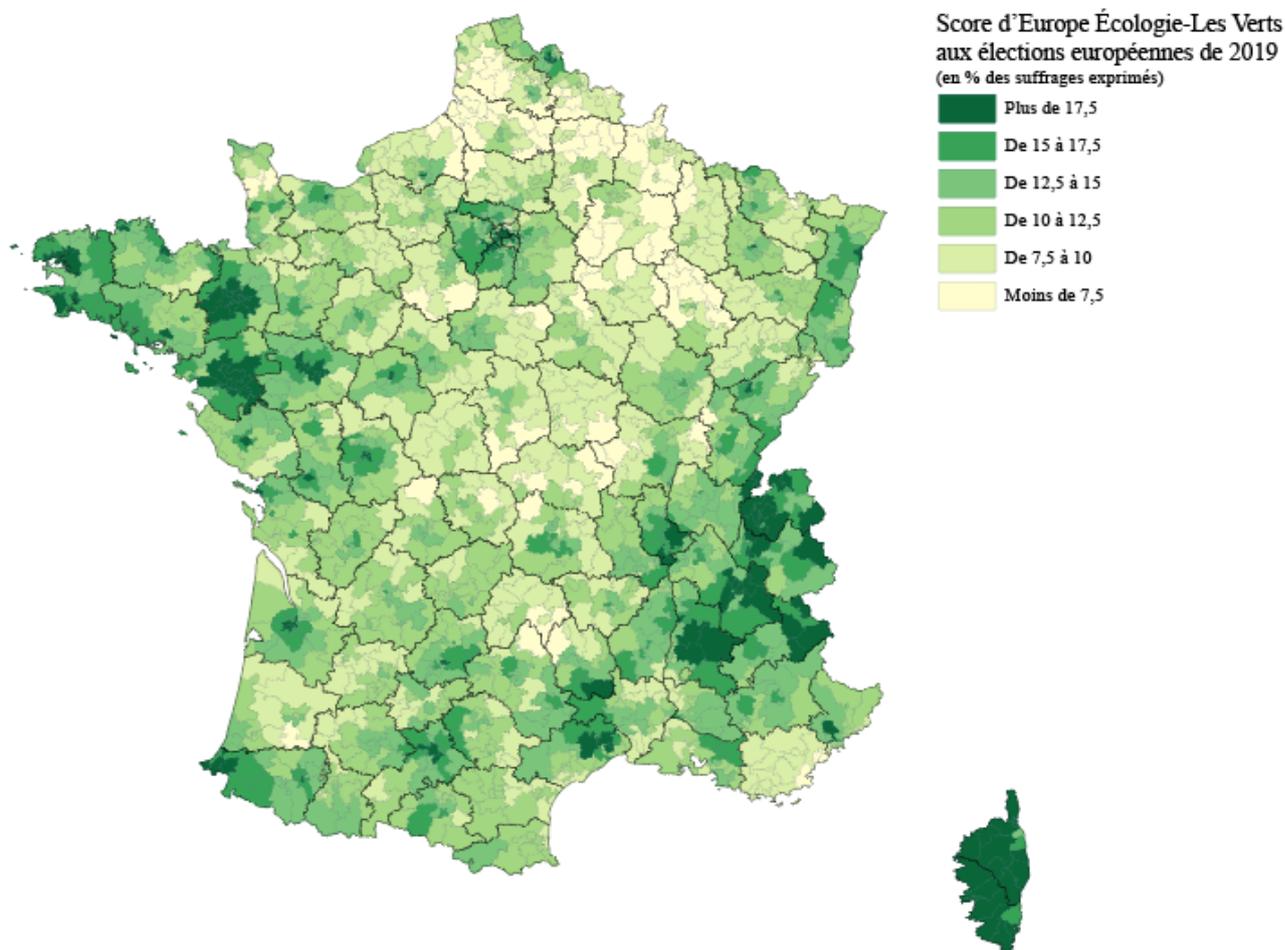
20/09/2019

Ce n'est pas la première fois que les écologistes créent la surprise et obtiennent de bons résultats lors de scrutins européens et les élections européennes de 2019, à l'issue desquelles la liste d'Europe Écologie-Les Verts est arrivée en troisième position avec un score de 13,5%, le confirment. Comment saisir le profil de l'électorat qui s'est reconnu dans cette offre politique ? L'analyse de Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach montre que ce vote relève d'abord d'un ressort sociologique plus que politique.

Un vote émanant d'abord des grandes métropoles...

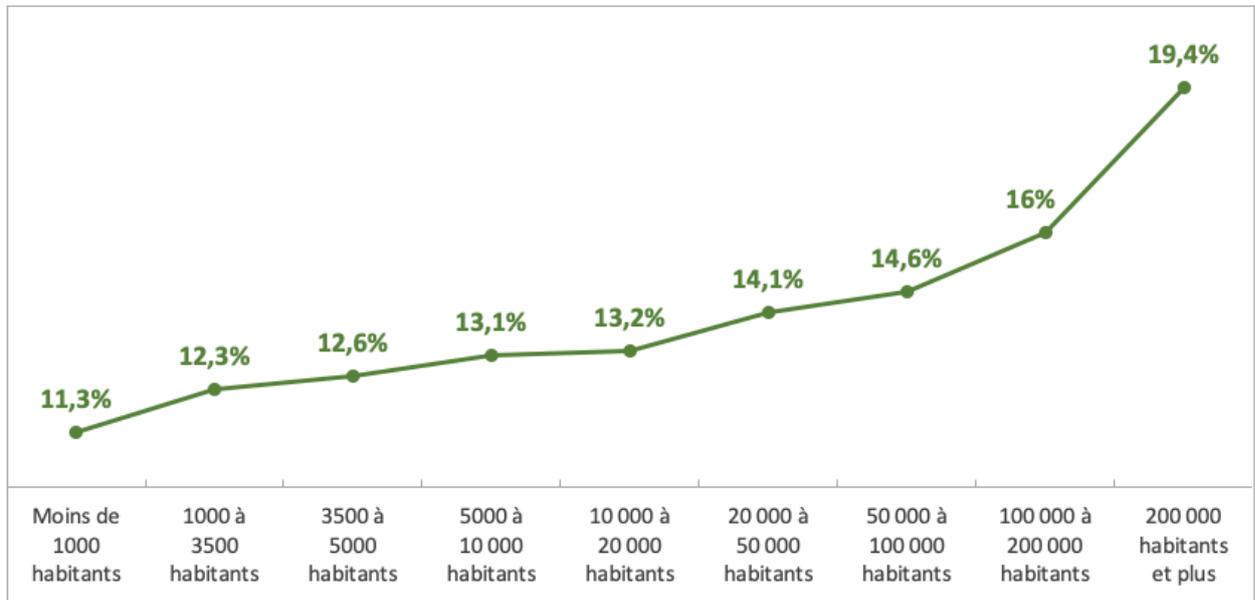
Le vote Europe Écologie-Les Verts (EELV) est élevé dans les territoires les plus prospères que sont les grandes métropoles françaises. Ainsi, à Nantes et Rennes, le vote EELV atteint 24,3%, soit dix points de plus que la moyenne nationale d'EELV (13,5%). La liste dirigée par Yannick Jadot dépasse également la barre des 20% dans les grandes villes universitaires comme Lille (21,7%), Bordeaux (21,6%), Toulouse (21,3%), Lyon (21%) ou encore Strasbourg (20,7%) et flirte avec cette barre symbolique à Paris (19,9%) et Montpellier (19,5%).

Les zones d'influence de ces métropoles ne sont pas en reste, la carte par cantons fait ainsi nettement ressortir les principales aires urbaines françaises. C'est particulièrement net pour le cas de l'agglomération parisienne mais aussi autour de Nantes, de Rennes ou bien de Grenoble, par exemple.



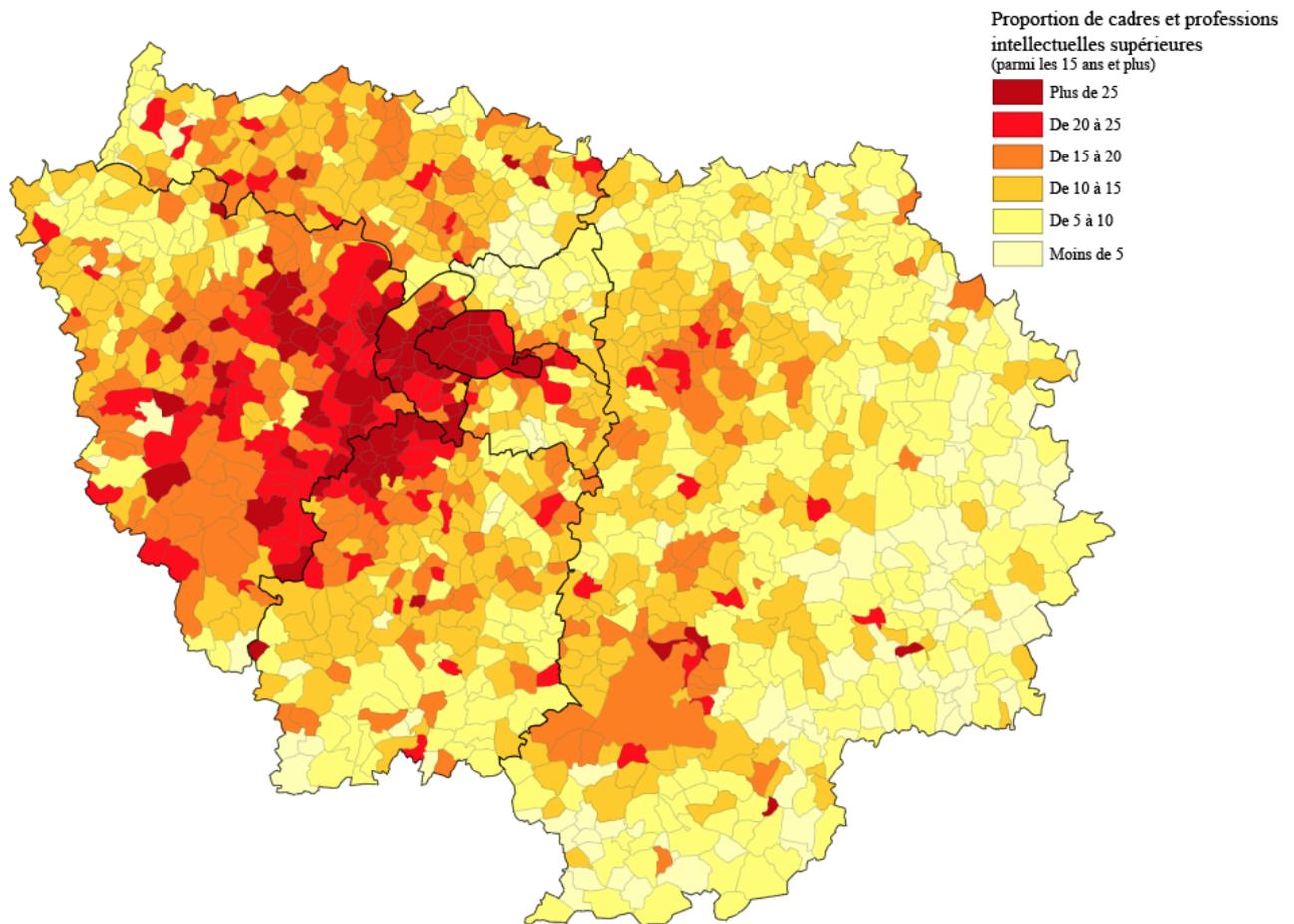
L'analyse statistique confirme l'impression donnée par la carte. Le vote EELV est d'abord un vote urbain, son intensité étant d'autant plus forte que le nombre d'habitants dans une commune est élevé. Le score de la liste Jadot passe ainsi en moyenne de 11,3% dans les communes de moins de 1000 habitants, à 13,2% dans celles de 10 à 20 000 habitants pour atteindre 19,4% en moyenne dans les villes comptant plus de 200 000 habitants. Le vote écologiste est donc nettement plus répandu dans les grandes agglomérations mais plus de 1 électeur rural sur 10 a également voté pour cette liste, ce qui n'est pas rien.

Le vote EELV en fonction de la taille de la commune



Bien entendu, cette loi d'indexation du score d'EELV sur la taille de la commune comporte des exceptions. Certaines agglomérations, notamment dans le sud et le nord-est du pays, bien que densément peuplées, n'ont que très modérément voté pour la liste emmenée par Yannick Jadot comme Marseille (13,7%), Nice (11,9%) ou encore Amiens (12,7%). Et, à l'inverse, certains terroirs ruraux ont puissamment soutenu cette liste, nous y reviendrons.

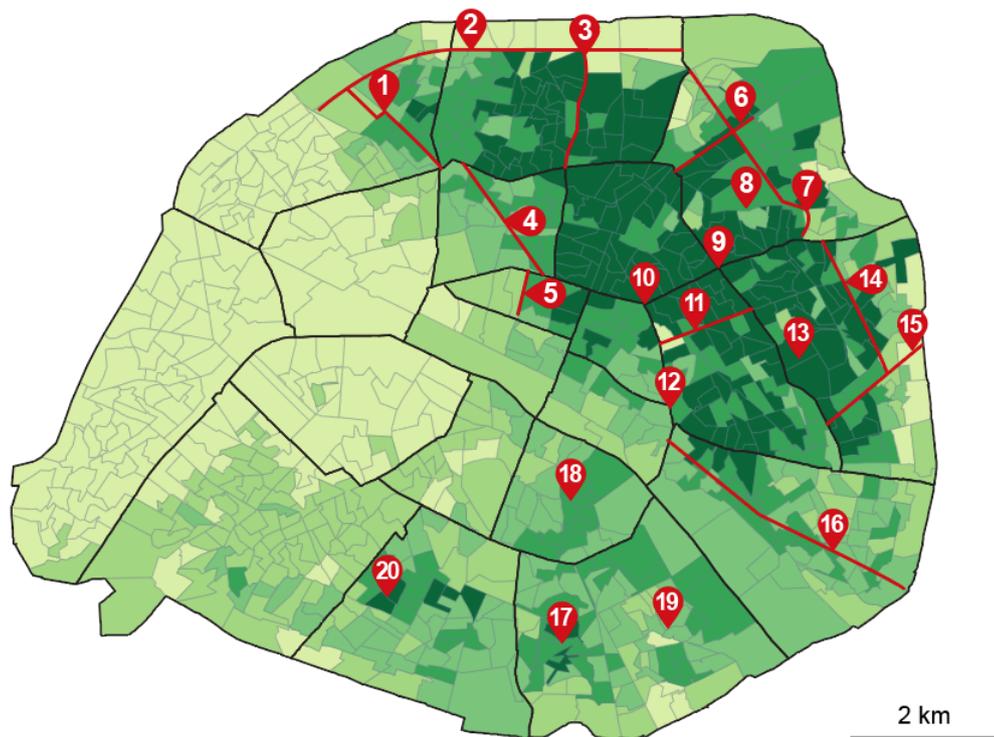
La forte audience d'EELV dans les grandes villes s'explique en bonne partie par un facteur sociologique. Ainsi, par exemple, en Île-de-France, la structuration du vote EELV renvoie à la distribution des différentes classes sociales sur le territoire francilien avec une forte corrélation entre présence de CSP+ et vote EELV. Mais ce modèle nécessite cependant d'être affiné quand on analyse les résultats dans le détail.



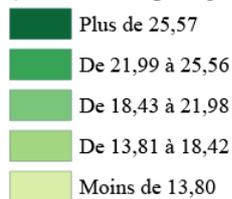
D'une part, le vote EELV peut varier significativement dans le cœur de la métropole d'un arrondissement à l'autre et, d'autre part, d'une zone francilienne à l'autre en fonction du poids de certains segments de la population (professions intellectuelles, de la culture et de l'information, étudiants *versus* retraités ou cadres d'entreprise, par exemple) et des modes de vie.

Ainsi, dans Paris intra-muros, EELV fait, comme c'est traditionnellement le cas, ses meilleurs scores dans les arrondissements habituellement désignés comme « bobos » du centre et de l'Est : 22,7% dans le 2^e, 23,4% dans le 3^e, 28,9% dans le 10^e, 26,1% dans le 11^e, 25,9% dans le 17^e, 23,7% dans le 19^e et 24,8% dans le 20^e. La liste Jadot arrive même en tête dans les 10^e, 18^e, 19^e et 20^e arrondissements malgré la domination générale de La République en marche (LREM) dans la capitale (32,9% à LREM contre 19,9% à EELV). Dans les arrondissements où réside et vote une bourgeoisie plus traditionnelle, les Verts obtiennent des scores nettement plus faibles avec seulement 8,4% dans le 16^e, 10,6% dans le 7^e et 11,4% dans le 8^e, par exemple.

Le vote EELV à Paris : le bastion de « boboland » et les terres de mission de l'Ouest bourgeois



Score d'Europe Écologie-Les Verts
aux élections européennes de 2019
(en % des suffrages exprimés)



- | | |
|---|--|
| 1 - 17 ^e avenue de Clichy | 10 - 10 ^e République |
| 2 - 18 ^e boulevard des Maréchaux | 11 - 11 ^e rue Oberkampf |
| 3 - 18 ^e boulevard Barbès | 12 - 11 ^e Bastille |
| 4 - 9 ^e - rue Pierre-Fontaine
- rue Notre-Dame-de-Lorette
- rue du Faubourg Montmartre | 13 - 20 ^e Père-Lachaise |
| 5 - 2 ^e rue Vivienne | 14 - 20 ^e rue Pelleport |
| 6 - 19 ^e bassin de la Villette | 15 - 20 ^e rue de Bagnolet |
| 7 - 19 ^e rue de Crimée | 16 - 12 ^e avenue Daumesnil |
| 8 - 19 ^e Buttes-Chaumont | 17 - 13 ^e Butte-aux-Cailles |
| 9 - 11 ^e Belleville | 18 - 5 ^e place Monge |
| | 19 - 13 ^e quartier de la Gare |
| | 20 - 14 ^e Plaisance |

Sous l'effet de la gentrification des communes limitrophes de Paris, on constate également des scores assez, voire très élevés pour la liste de Yannick Jadot à Montreuil (24,3%), Le Pré-Saint-Gervais (24,5%), Les Lilas (24,4%), Pantin (20,2%) ou encore Ivry-sur-Seine (20,4%). Ce vote s'érode rapidement lorsque l'on s'éloigne du périphérique et que le phénomène de gentrification s'estompe, voire disparaît : 7,2% à Drancy et 11,7% à Aulnay-sous-Bois, par exemple.

Ce phénomène de gentrification s'accompagne d'une hausse des prix immobiliers (+8% en moyenne en Seine-Saint-Denis entre 2013 et 2018 avec des pointes à +38% à Saint-Ouen, +21% à Pantin ou +19% à Montreuil, notamment). Politiquement, cet embourgeoisement a profité à EELV, qui devance nettement La République en marche dans ces communes alors que le parti fondé par Emmanuel Macron l'emporte largement dans les communes aux prix immobiliers historiquement hauts et où réside une bourgeoisie traditionnelle (Vincennes, Boulogne-Billancourt, Issy-les-

Moulineaux ou encore Neuilly-sur-Seine). Ainsi, au cœur de l'agglomération parisienne, où les CSP+ sont très présentes, une concurrence s'exerce entre LREM, qui s'appuie sur les retraités aisés ainsi que sur la bourgeoisie traditionnelle, et EELV, qui a davantage le soutien des « bobos » et des jeunes ménages de cadres implantés dans l'Est parisien et depuis plus récemment dans certaines communes de la petite couronne dans lesquelles ils emménagent de plus en plus.

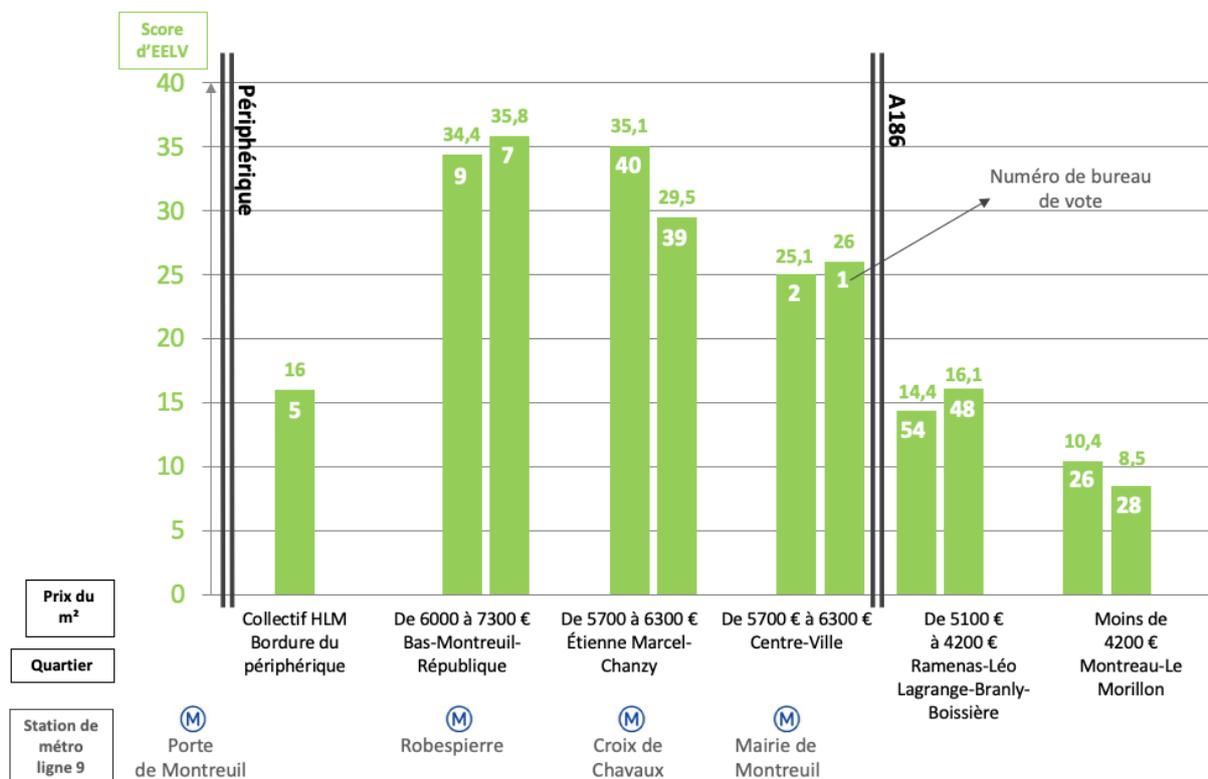
Le vote EELV et LREM dans les communes limitrophes de Paris

Communes	Score d'EELV	Score de LREM	Écart EELV-LREM
Communes bourgeoises traditionnelles			
• Neuilly-sur-Seine	7,4%	47,9%	-40,5 pts
• Boulogne	13,4%	40,9%	-27,5 pts
• Issy-les-Moulineaux	17,3%	34,3%	-17,0 pts
• Montrouge	19,5%	30,3%	-10,8 pts
• Vanves	19,6%	30,1%	-10,5 pts
• Vincennes	21,1%	34,3%	-13,2 pts
Communes en cours de gentrification			
• Saint-Ouen	19,5%	17,9%	+1,6 pts
• Bagnole	20,0%	13,9%	+6,1 pts
• Pantin	20,2%	16,3%	+3,9 pts
• Ivry-sur-Seine	20,4%	16,6%	+3,8 pts
• Montreuil	24,3%	16,2%	+8,1 pts
• Les Lilas	24,4%	20,6%	+3,8 pts
• Le Pré-Saint-Gervais	24,5%	17,4%	+7,1 pts

Dans le cas de Montreuil, ce phénomène s'observe de manière spectaculaire au sein même de la ville avec une variation très sensible du score des écologistes d'un quartier à un autre. Ces variations sont clairement corrélées avec le prix de l'immobilier, cet indicateur constituant un bon baromètre de la « cote » d'un quartier et de la composition sociologique de sa population. La liste EELV a ainsi obtenu des scores oscillant autour de 35% dans le quartier du Bas-Montreuil et de République, où le m² se négocie, selon le site meilleursagents.com, entre 6 000 et 7 300 euros. Dans ce quartier, desservi par la ligne de métro n°9 et situé à proximité immédiate de Paris (une fois franchi le périphérique et traversé les cités HLM qui le bordent du côté parisien et du côté montreuillois et qui votent assez peu pour les Verts), les « bobos » et les familles avec enfants ont été attirés en grand nombre par un prix de l'immobilier plus abordable que dans le 11^e ou le 20^e arrondissement voisins. Ce faisant, ils ont imprimé leur marque sur ce quartier qui affiche

aujourd'hui un niveau de vote pour les Verts équivalent aux bureaux de vote situés dans le cœur du Paris « bobo » de l'est de la capitale. Leur influence se fait encore sentir dans les quartiers Étienne-Marcel et Chanzy et dans une moindre mesure dans le centre-ville de Montreuil. Plus à l'est, l'autoroute A86 constitue une césure urbanistique et sociologique, le prix de l'immobilier décline fortement, le métro ne dessert plus ces quartiers et le vote écologiste passe sous la barre des 20% malgré une hausse récente des prix immobiliers.

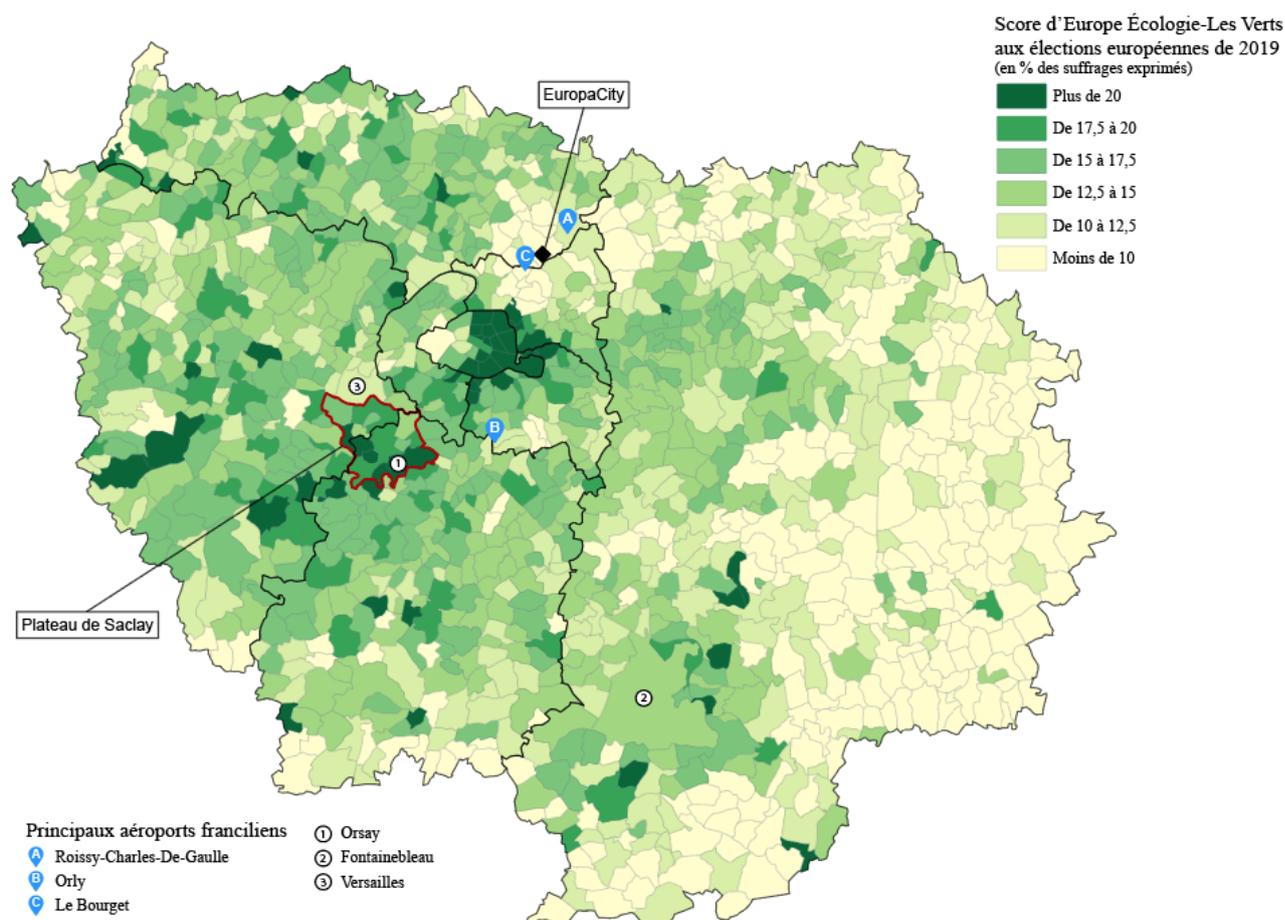
Montreuil : le score moyen de la liste d'EELV et le prix du m² déclinent quand on s'éloigne de Paris



La carte suivante permet de faire apparaître d'autres zones ayant significativement voté pour la liste écologiste. C'est le cas, par exemple, de la ville universitaire de Cachan (22%) et de la commune limitrophe d'Arcueil (20,5%), beaucoup plus populaire, dont le maire, Daniel Breuiller, est EELV. À l'instar de Cachan, EELV fait des scores supérieurs à la moyenne régionale et plus élevés que le score moyen à une telle distance de Paris dans plusieurs communes situées sur le plateau de Saclay au nord de l'Essonne, où sont concentrés grandes écoles et laboratoires de recherche : le CNRS et Supélec à Gif-sur-Yvette (18,7%), HEC à Jouy-en-Josas (17,9%), le CEA à Saclay (18,1%) ou bien encore Polytechnique à Palaiseau (21,5%). Une telle densité d'implantation a drainé de longue date chercheurs et ingénieurs et contribué à créer un écosystème sociologique propice au vote écologiste qui a atteint, ainsi, 20,7% à Gometz-le-Châtel, 21,2% à Villiers-le-Bâcle, 21,3% à Orsay et 21% à Bures-sur-Yvette. Ce vote s'est également assez bien acclimaté plus à l'ouest dans la partie

sud du département des Yvelines, notamment autour de Rambouillet ou au sud de la Seine-et-Marne dans la région de Fontainebleau. Dans ces communes périurbaines aisées jouissant d'un cadre de vie préservé, le vote conservateur côtoie un vote écologiste non négligeable.

Cette configuration n'est pas sans rappeler le cas du Bade-Wurtemberg, très prospère land du Sud de l'Allemagne et fief historique de la CDU, aujourd'hui dirigé par un Grünen.



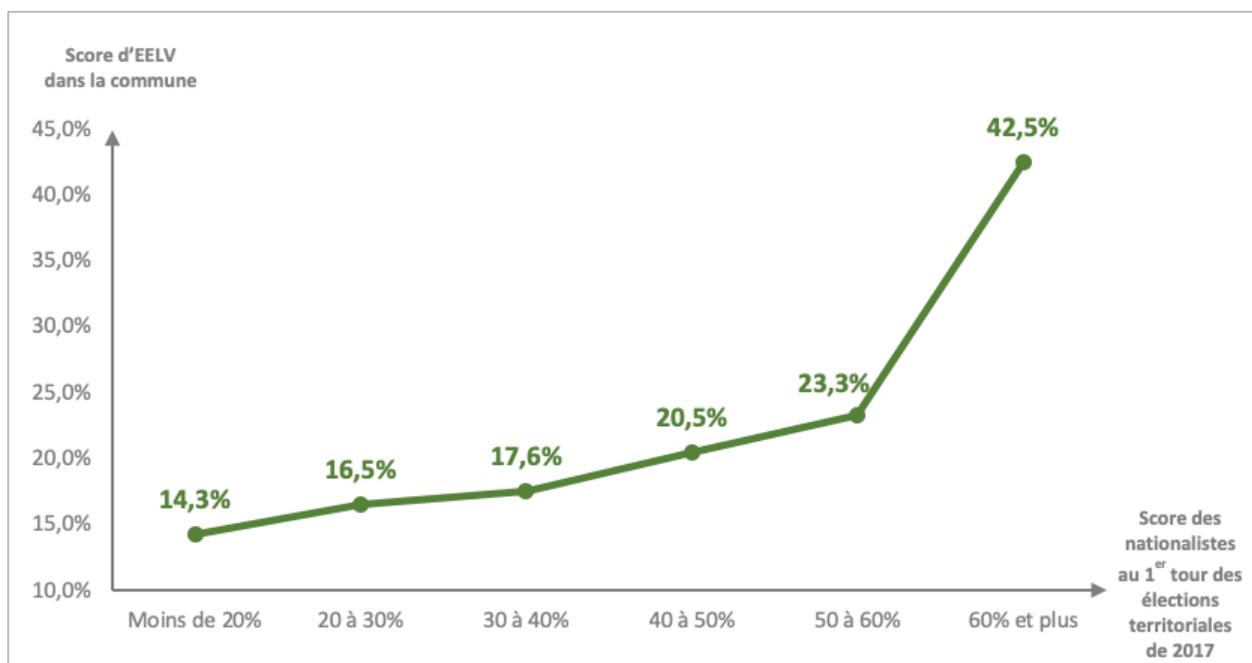
En Allemagne, l'implantation et le développement du vote vert sur le plan local ont souvent été liés à des mobilisations citoyennes contre des projets d'infrastructures. La victoire des Grünen dans le Bade-Wurtemberg a ainsi été facilitée par le puissant mouvement d'opposition à la gare de Stuttgart en 2010 et, dans les années 1990, les succès électoraux des écologistes à Francfort furent la conséquence politique de la mobilisation contre l'agrandissement de l'aéroport de la capitale hessoise. En France, le cas de Notre-Dame-des-Landes constitue un exemple similaire mais à une échelle plus réduite, comme on le verra. En Île-de-France, en revanche, il ne semble pas que les nuisances liées au dense trafic aérien dopent localement le vote EELV. La liste de Yannick Jadot n'a ainsi obtenu que 11% à Orly, 10,4% à Roissy et 9,2% au Bourget. Et dans les communes situées à plusieurs dizaines de kilomètres de ces aéroports mais sur les couloirs aériens les plus

fréquentés et les plus gênants (car ces zones correspondent aux lieux où les avions entament leur manœuvre de descente ou de prise d'altitude), le vote EELV est simplement conforme à la moyenne régionale : 16,1% à Jouy-le-Moutier, 18,7% à Saint-Leu-la-Forêt, 15,6% à Beauchamp pour les villes dans l'orbite de Roissy et 15,6% à Cernay et Dourdan ou encore 17,4% à Auvers-Saint-Georges pour les villes concernées par le trafic aérien d'Orly. De la même façon, à Gonesse où le projet EuropaCity suscite une forte opposition, le vote EELV est relativement faible (7,6%).

... et des régions les plus européennes et « girondines »

Parallèlement à cette dichotomie urbain/rural, la géographie du vote EELV est également structurée régionalement ; les territoires économiquement les plus dynamiques ainsi que ceux (ce sont parfois les mêmes) qui bénéficient d'une forte identité se singularisant par un vote EELV plus élevé. C'est le cas en Bretagne, en Alsace et en Rhône-Alpes. En Corse, la liste EELV est arrivée en seconde position derrière le RN en obtenant 22%. La présence de François Alfonsi, membre du parti autonomiste Femu a Corsica, en neuvième position sur la liste de Yannick Jadot, et le soutien apporté par Gilles Simeoni, président de l'exécutif corse, ont pesé dans la balance. On constate en effet une corrélation des plus manifestes entre l'audience des « natios » dans une commune (mesurée à l'aune de leur performance au premier tour des élections territoriales de 2017) et le niveau de vote. Ainsi, dans les communes qui avaient accordé plus de 60% à la liste Simeoni-Talamoni en 2017, EELV atteint cette année 42,5% en moyenne.

En Corse, un vote EELV très corrélé à l'audience des nationalistes



La proximité des régionalistes corses avec les écologistes ne date pas d'hier. Certains combats historiques des « natios » corses comme la lutte contre la « bétonisation » des côtes ou la mobilisation contre le scandale des boues rouges dans les années 1970 revêtaient une forte dimension environnementale. À cette fibre écologiste s'ajoute une proximité entre « natios » et écologistes, tous partisans d'une Europe des régions de nature fédérale dépassant à terme le cadre national. La présence de François Alfonsi sur la liste n'était pas un cas isolé car elle s'intégrait dans une alliance plus large conclue entre EELV et Régions et peuples solidaires, fédération regroupant différents mouvements régionalistes. Aux côtés de François Alfonsi figuraient également sur la liste de Yannick Jadot au titre de cette alliance Lydie Massard de l'Union démocratique bretonne, Amélie Cervello, régionaliste catalane et Lucien Betbeder, élu basque. À l'instar de la Corse, le Pays basque a ainsi fortement soutenu la liste EELV ; le contraste au sein du département des Pyrénées-Atlantiques étant très marqué avec le Béarn, nettement moins acquis aux écologistes. Et dans le Pays basque (comme en Corse), c'est dans les communes où les nationalistes sont les plus implantés que la liste Jadot a enregistré ses meilleures performances comme le montre le tableau ci-dessous.

Le score d'EELV dans certains fiefs des nationalistes basques

Communes	Score d'Euskal Herria Bai au 1^{er} tour des départementales de 2015	Score d'EELV aux Européennes
• Irouléguy	33,1%	27,1%
• Saint-Étienne-de-Baïgorry	39,2%	25,3%
• Bidarray	39,4%	22,6%
• Mouguerre	37,7%	18,4%
• Saint-Pierre d'Irube	56,7%	17,5%

Si, comme on l'a vu, la liste EELV a bénéficié (comme leurs homologues dans d'autres pays européens) d'une prise de conscience croissante de la part de l'opinion publique sur la question environnementale, la géographie du vote écologiste apparaît comme étant tout sauf conjoncturelle et inédite. On constate, en effet, une grande similitude avec la carte qui s'était dessinée lors des scrutins européens de 2009 mais aussi de 1999. Même si l'étiage du vote vert peut varier (près de 10% en 1999, 16% en 2009 et 13% en 2019), la géographie de ce vote apparaît très stable depuis plus de vingt ans. Cette permanence indique que bien que l'écologie politique ne dispose que d'une

expression électorale intermittente et irrégulière, elle peut s'appuyer sur une sociologie et sur un ancrage territorial réels et solides, ce qui est le gage d'un enracinement pérenne dans le paysage électoral.

Quelle influence des mobilisations écologistes locales ou du contexte environnemental ?

Si les aspects économiques et sociaux (zones économiquement dynamiques avec une forte présence de cadres et de diplômés du supérieur *versus* territoires défavorisés avec une population modeste) et la dimension historique et politique (régions « girondines » attachées à un fort degré d'autonomie, de décentralisation et pro-européennes *versus* régions plus jacobines et souverainistes) structurent la géographie du vote écologiste, cette dernière est-elle également conditionnée par des paramètres environnementaux ? En d'autres termes, est-ce que le vote en faveur du parti présentant la plus forte sensibilité aux problématiques écologiques est plus élevé dans les zones marquées par des mobilisations contre des projets d'aménagement ou d'infrastructures ou exposées à des pollutions ou à des phénomènes de pollution ou liés au dérèglement climatique ?

L'impact du contexte environnemental local joue un rôle variable sur le développement du vote écologiste. Ce dernier a ainsi été incontestablement dopé très significativement à Kolbsheim, commune du Bas-Rhin où s'était montée une ZAD pour protester contre le chantier routier du grand contournement ouest de l'agglomération strasbourgeoise. Dans cette commune où la ZAD fut évacuée le 12 septembre 2018, soit sept mois seulement avant le scrutin, la liste Jadot recueillera pas moins de 45,3% des voix, signe d'une forte mobilisation des habitants (le maire ayant lui-même clairement pris position en brûlant son écharpe de premier édile au lendemain de l'évacuation de la ZAD). Cet impact électoral fut cependant très localisé car le vote EELV dans les communes limitrophes, bien que significatif, était très nettement inférieur à celui observé à Kolbsheim et à peine plus élevé que la moyenne départementale du Bas-Rhin (15,4%). La liste Jadot enregistra ainsi le score de 17,7% à Hangenbieten, 19,6% à Ernolsheim-Bruche et 19,5% à Breuschwickersheim.

Dans le département voisin du Haut-Rhin, la décision gouvernementale prise en février 2019, quatre mois avant le scrutin, de maintenir le stockage de plusieurs milliers de tonnes de déchets industriels dans une ancienne mine de potasse de la société Stocamine dans la commune de Wittelsheim allait aussi susciter une contestation de la part des élus et d'une partie de la population. Mais la traduction électorale ne fut guère favorable à EELV qui ne recueillit que 10,8%

des voix contre 39,7% au RN, très solidement implanté dans l'ancien bassin potassique.

En Savoie, c'est le projet de ligne ferroviaire Lyon-Turin qui cristallise les critiques. Pour autant, dans les communes de Haute-Maurienne les plus concernées par les travaux, les scores sont légèrement inférieurs à ce qu'EELV a obtenu sur l'ensemble de la Savoie. La liste Jadot a atteint 14,7% à Villarodin-Bourget, 13,9% à Avressieux ou bien encore 15,6% aux Mollettes pour une moyenne départementale de 16,3%.

En Aveyron, la création d'une ZAD à Saint-Victor-et-Melviu et l'opposition d'une association de riverains à un projet d'implantation d'un vaste transformateur électrique n'ont pas eu non plus d'impact électoral manifeste avec un score de seulement 12,9% pour la liste EELV dans cette commune pour une moyenne départementale de 12,5%.

Après Sivens et Notre-Dame-des-Landes, la commune de Bure dans la Meuse, où doit être réalisé un centre d'enfouissement de déchets radioactifs, est apparue comme le nouvel abcès de fixation des activistes écologistes radicaux. Le bois Lejuc, situé à l'endroit même où le site de stockage doit être créé, a été occupé à plusieurs reprises par des opposants qui y avaient construit des cabanes. Dans ce territoire très rural et très peu peuplé, aux confins de la Meuse et de la Haute-Marne, deux départements très frontistes, ce conflit environnemental n'a rencontré que très peu d'écho dans la population locale. La liste Jadot n'a ainsi obtenu que 6,5% à Bure et les scores sont également faibles dans les villages environnants : 0% à Ribeaucourt, 4,2% dans la commune de Bonnet, 8,5% à Mandres-en-Barrois (sur le territoire duquel se situe le bois Lejuc) et 12% à Saudron.

Les différents exemples présentés démontrent que, dans la plupart des cas, les récentes mobilisations environnementales locales ne se traduisent pas en scores sonnants et trébuchants pour EELV. Quand les luttes prirent davantage d'ampleur, l'impact électoral fut plus manifeste. Ce fut le cas lors des précédents scrutins à Notre-Dame-des-Landes. L'intensité et la durée de la mobilisation ont laissé localement une empreinte durable qui vient s'ajouter à un tropisme écologiste assez prononcé en Loire-Atlantique. La moyenne départementale s'établit ainsi à 18,9%, soit un seuil très élevé, mais qui est encore dépassé à Notre-Dame-des-Landes (23,3%) et dans les communes limitrophes : 22,8% à Vigneux-de-Bretagne et 20,7% à Fay-de-Bretagne.

Dans d'autres communes qui furent également le théâtre de mobilisation mais d'ampleur plus modeste ces dernières années, la sensibilité environnementale ne semble pas s'être ancrée durablement. La liste EELV n'enregistre ainsi qu'un score de 9,5% des voix à Nonant-le-Pin dans l'Orne, où un projet de décharge géante avait suscité une levée de boucliers. Même score limité (9,8%) à Drucat dans la Somme où la mobilisation visait le projet de ferme industrielle dite des

« mille vaches », ou à Roybon dans l'Isère (11,1%) où c'était la création d'un Center Parcs qui donna lieu à une mobilisation.

La liste EELV n'a donc manifestement pas bénéficié localement de la majorité des mobilisations éco-citoyennes. De la même façon, il semble que les contextes de pollutions environnementales locales n'aient pas dopé outre mesure le vote en faveur de la liste Jadot. Elle n'atteint ainsi que 5,9% des voix à Salsigne, commune de l'Aude dans laquelle fut exploitée pendant plusieurs décennies une très importante mine d'or, exploitation ayant généré des milliers de tonnes de résidus pollués aux métaux lourds et à l'arsenic. Avec le vent, les poussières polluées sont disséminées sur un très large périmètre. Le ruissellement des eaux de pluie entraîne les métaux lourds dans les nappes phréatiques et dans l'Orbiel, cours d'eau qui serpente dans la région. Bien que, depuis de nombreuses années, la presse locale et des associations publient des informations alarmantes sur la teneur en arsenic de la terre et de l'eau de la vallée de l'Orbiel et que les autorités sanitaires déconseillent à la population de consommer les légumes des potagers ou l'eau des puits, les habitants de Salsigne comme ceux des communes situées en aval dans la vallée ne se sont guère mobilisés en faveur de la liste écologiste qui a enregistré des scores de 9,4% à Villalier, 10,2% à Conques-sur-Orbiel et 13,2% à Lastours, soit des niveaux proches de la moyenne départementale audoise s'établissant à 10,2%.

À plusieurs centaines de kilomètres de l'Aude, l'audience de la liste EELV a été bien meilleure en Haute-Savoie, où Yannick Jadot a obtenu 18,1% des voix. Dans ce département, une zone est soumise à un problème de pollution atmosphérique aiguë : la vallée de l'Arve. En hiver, sous l'effet combiné de la météo, de la circulation automobile importante et du chauffage au bois, les particules fines s'accumulent dans la vallée et créent un dense nuage de pollution. Mais, à l'exception de Chamonix (20,7%), les autres communes de la vallée ont un peu moins voté pour la liste EELV que le reste du département. Elle atteint ainsi 18,3% à Sallanches, 16,1% à Thyez, 15,5% à Bonneville, 14,1% à Marignier, 13,9% à Ayse, 12,4% à Cluses, 10,8% à Magland et 10,7% à Scionzier. Dans plusieurs de ces communes, les scores sont relativement importants mais l'on ne constate pas de prime électorale par rapport à la moyenne locale (18,1%), en dépit de cette exposition spécifique à une pollution atmosphérique chronique.

Le littoral girondin est, quant à lui, non pas confronté à la pollution atmosphérique mais à un phénomène d'érosion marine assez prononcé, ce qui questionne sur la politique d'aménagement du territoire menée au cours des dernières décennies et qui a abouti à une urbanisation très proche de la côte, soit autant de thématiques sur lesquels les écologistes se sont positionnés de longue date. Or, les résultats de la liste Jadot dans cette zone sont assez moyens et s'inscrivent en deçà de la moyenne départementale de 15,3% (tirée par des scores élevés dans l'agglomération bordelaise).

Dans la commune la plus touchée par le recul du trait de côte, Soulac-sur-Mer, la liste EELV ne réalise que 10,5% des voix. Les scores sont proches dans les communes de La Teste-de-Buch (11,3%), Lège-Cap-Ferret (11,6%), Vendays-Montalivet (11,2%), Naujac-sur-Mer (10,6%), Hourtin (12,8%) ou Carcans (9,7%). Le résultat le plus élevé est observé au Porge (16,6%) alors que c'est la commune où le rythme d'érosion est le plus faible de la zone. La forte exposition à ce phénomène questionnant les politiques d'aménagement du territoire n'a donc pas d'effet stimulant sur le vote EELV.

Les bastions de l'économie non décarbonée et productiviste réfractaires à EELV

Si l'exposition à des pollutions ou à des atteintes environnementales n'a que peu d'influence sur l'audience d'EELV, certains contextes locaux jouent, en revanche, négativement sur l'ampleur de ce vote. Ainsi, on constate de manière quasi-systématique que les scores de la liste Jadot sont nettement inférieurs à la moyenne dans toutes les communes où est située une centrale nucléaire en activité. Les Verts, dénonçant depuis l'origine la dangerosité du nucléaire et demandant l'arrêt des centrales, sont très mal perçus par les salariés qui travaillent sur ces sites mais aussi par les populations de ces localités qui bénéficient depuis des années d'importantes retombées économiques du fait de la présence d'un employeur de premier ordre sur leur territoire.

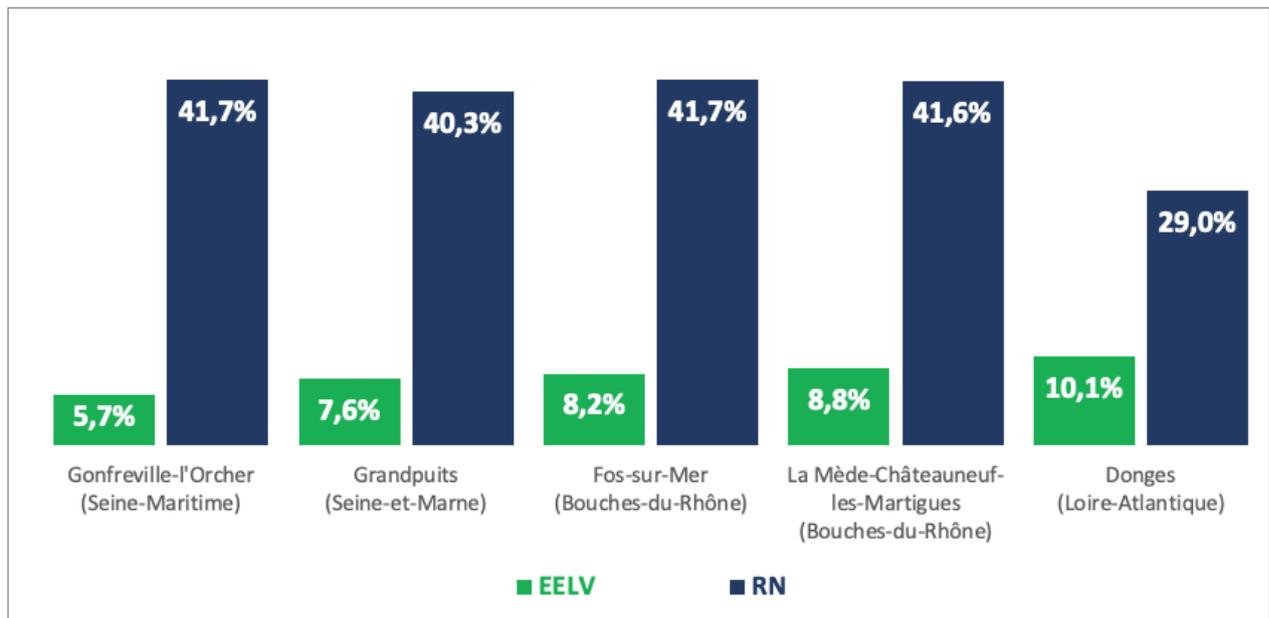
Le score comparé d'EELV et du RN aux européennes dans les communes comptant une centrale nucléaire

Communes	Département	Score d'EELV	Score du RN
• Saint-Vulbas (Centrale du Bugey)	Ain	5,6%	43,3%
• Braud et Saint-Louis (Centrale du Blayais)	Gironde	6,5%	45,4%
• Chooz	Ardennes	7%	33,1%
• Golfech	Tarn-et-Garonne	7,4%	41,5%
• Fessenheim	Haut-Rhin	7,7%	34,2%
• Petit-Caux (Centrale du Penly)	Seine-Maritime	7,8%	38,9%
• Flamanville	Manche	8,1%	37%
• Dampierre	Loiret	8,1%	35,1%
• Civaux	Vienne	8,5%	32,6%
• Cruas	Ardèche	9%	32,8%
• Saint-Laurent-Nouan	Loir-et-Cher	9,5%	30,7%
• Gravelines	Nord	9,6%	40,4%
• Avoine (Centrale de Chinon)	Indre-et-Loire	11,1%	26,9%
• Saint-Paul-Trois-Châteaux (Centrale de Tricastin)	Drôme	11,1%	27,1%

Autre caractéristique de ces communes « nucléaires », quasiment toutes affichent des taux de vote pour le RN très élevés. Dans certains cas, le contexte régional joue, mais même quand les centrales sont implantées dans des départements frontistes, il semble que la liste Bardella ait bénéficié d'une prime supplémentaire dans ces communes. La forte proportion d'ouvriers mais aussi le sentiment d'être stigmatisé et de sentir son avenir menacé pourraient expliquer ce tropisme frontiste et ce rejet des écologistes perçus comme des adversaires, voire des « ennemis ».

Toutes choses étant égales par ailleurs, on retrouve un climat psychosociologique et politique similaire dans les communes où sont situées les raffineries de pétrole que compte notre pays. Les électeurs de ces communes qui travaillent ou vivent à l'ombre de ces installations pétro-chimiques, produisant notamment le carburant pour le parc automobile français, se montrent assez peu sensibles aux sirènes de l'écologie politique et ici aussi le vote frontiste est très puissant.

Le score comparé d'EELV et du RN aux européennes dans les communes où est implantée une raffinerie



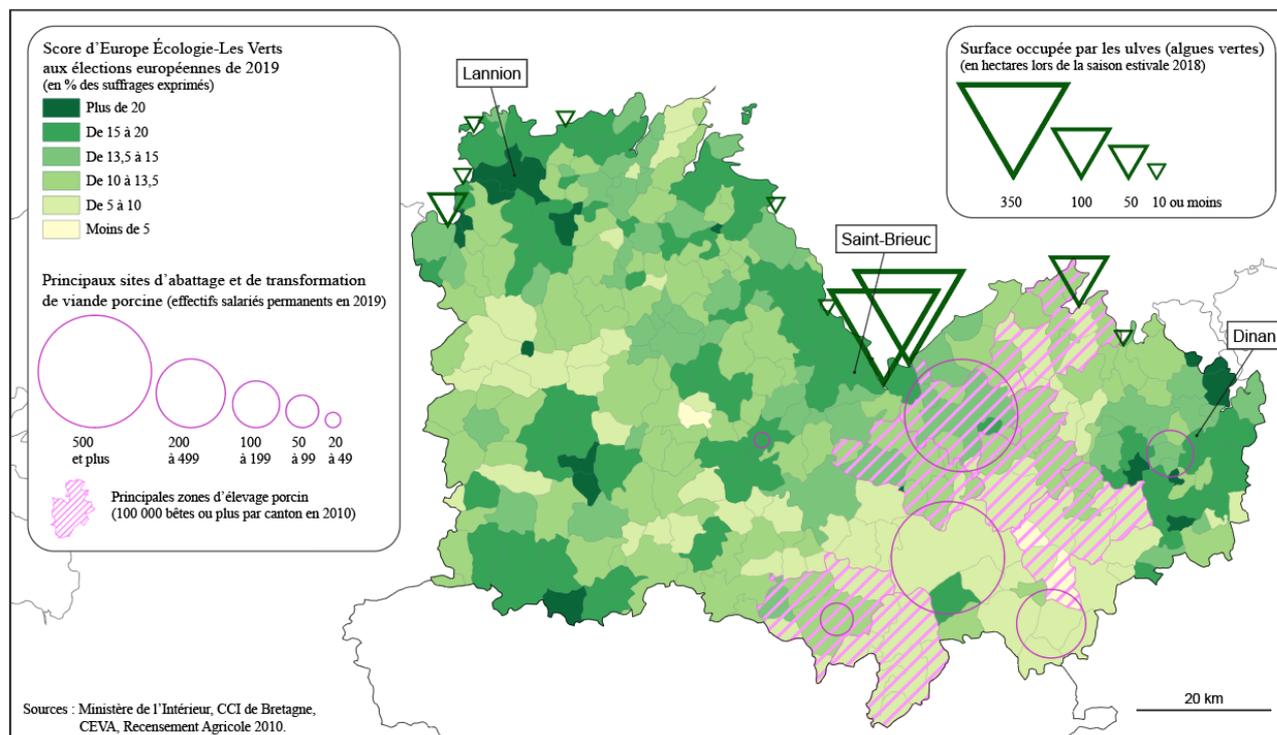
Les communes où sont implantées des usines automobiles constituent d'autres territoires dont le destin est intimement lié à la civilisation industrielle du XX^e siècle. Dans ces bastions de l'économie non décarbonée vivant au rythme de la sortie et du succès des nouveaux modèles de PSA, Renault ou Toyota, les écologistes, contempteurs de la « bagnole », ne font guère recette. À l'inverse, dans ces communes industrielles à forte identité ouvrière, le RN obtient la plupart du temps des résultats élevés, voire spectaculaires.

Le score comparé d'EELV et du RN aux européennes dans les communes abritant une usine automobile

Communes	Département	Score d'EELV	Score du RN
• Onnaing (Toyota)	Nord	6,5%	38,3%
• Cléon (Renault)	Seine-Maritime	7%	30,4%
• Lieu-Saint Amand (Sevel Nord PSA)	Nord	7,9%	44,9%
• Sochaux (PSA)	Doubs	8,6%	37,4%
• Trémery (PSA)	Moselle	9%	30,2%
• Douai (Renault)	Nord	11,9%	29,1%
• Flins (Renault)	Yvelines	12,7%	27,3%

En milieu rural, les régions dans lesquelles une agriculture intensive est pratiquée apparaissent, à l'instar des places fortes des industries automobile, pétrolière et nucléaire, réfractaires au vote écologiste. Il en va ainsi de la Beauce avec, par exemple, des scores très faibles dans des cantons comme Brou (6,9%), Voves (6%), ou Châteaudun (8,1%) en Eure-et-Loir ou du Perche (8,2%) et de La

Beauce (9,5%) en Loir-et-Cher.



Hormis les zones de grandes cultures (les résultats d'EELV sont également très faibles dans la Brie ou dans les plaines de Somme, par exemple), le bassin d'élevage porcin intensif de l'est des Côtes-d'Armor est également peu favorable à EELV, alors que la côte, davantage tournée vers le tourisme et plus aisée, mais touchée par le phénomène des algues vertes, est plus favorable à EELV.

On notera que, dans ce département, les assez nombreuses communes comptant une présence d'éoliennes sur leur territoire ne se caractérisent pas par un survote en faveur d'EELV ni par une hostilité aux écologistes, alors que ce type de projets suscite souvent une forte opposition. En moyenne, le score d'EELV s'établit à 12,3% contre 14,4% sur l'ensemble du département. Cette décote de deux points s'explique par la nature rurale des communes où sont implantées les éoliennes, et non pas par la présence de ces installations. En d'autres termes, les communes comptant des éoliennes se comportent électoralement peu ou prou comme les autres communes rurales vis-à-vis d'EELV. On retrouve le même constat dans d'autres départements comme les Deux-Sèvres, l'Eure-et-Loir ou bien encore la Somme.

Le score d'EELV dans les communes comptant des éoliennes dans quatre départements

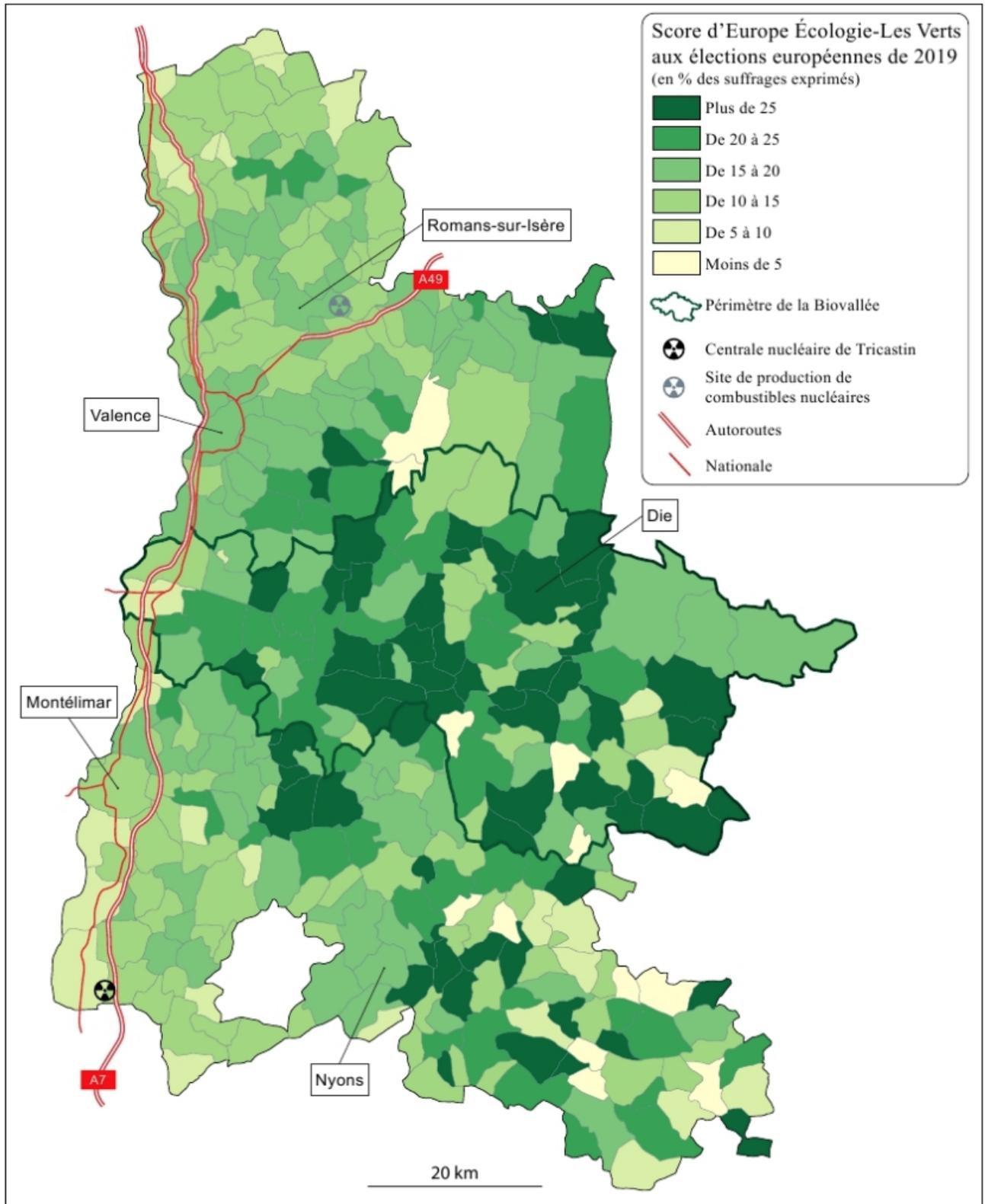
Département	Score moyen d'EELV dans les communes comptant des éoliennes	Score moyen d'EELV dans le département	Écart
Côtes-d'Armor	12,3%	14,4%	-2,1 pts
Deux-Sèvres	12,1%	14,1%	-2 pts
Eure-et-Loir	7%	10,1%	-3,1 pts
Somme	5,2%	8,1%	-2,9 pts

France des « gilets jaunes » *versus* laboratoires de la transition écologique

Comme on l'a vu, le vote écologiste est nettement plus répandu en milieu urbain et plus spécifiquement encore dans le cœur des grandes agglomérations, quand l'étiage d'EELV est nettement moins élevé dans les zones rurales. Pour autant, toutes les campagnes ne constituent pas des terres de mission pour le parti de Yannick Jadot. Dans certains terroirs, pourtant très ruraux et isolés, la liste EELV a enregistré de bons, voire de très bons résultats. Le cas du département de la Drôme est, de ce point de vue, très intéressant puisqu'il s'inscrit à rebours des tendances générales. Le vote EELV est ainsi le plus faible dans toute la partie ouest et nord du département, qui est la plus urbanisée avec les agglomérations de Montélimar, Valence et Romans-sur-Isère. L'activité économique et la population se concentrent le long des axes de communication que sont la vallée du Rhône et celle de l'Isère quand la partie centrale et orientale du département est beaucoup moins densément peuplée et à forte dominante agricole. Pour autant, EELV y a atteint, voire dépassé, le seuil de 20% dans de nombreuses communes alors que ce parti était à la peine dans la vallée du Rhône et la région de Romans.

La Drôme voit en fait cohabiter deux modèles de société ou deux écosystèmes. La Drôme est ainsi le département où la part de la surface agricole utile (SAU) consacrée au bio est la plus élevée de France. Cette très forte empreinte de la filière bio se concentre pour l'essentiel dans la partie centrale et orientale du département, dans la région de Die et de Crest. Le type de cultures traditionnellement pratiquées ici – arboriculture, culture de plantes pour le secteur de la parfumerie et de la pharmacie – se prête particulièrement bien au bio. Ce tropisme bio et écolo a été renforcé par l'arrivée, depuis les années 1970 jusqu'à aujourd'hui, de ce qu'on a appelé les « néoruraux » souhaitant prendre leurs distances avec la société de consommation et adeptes d'une forme de retour à la nature. Tout cela a eu des effets sur le plan économique et social (des filières économiques se sont développées ainsi que des circuits de commercialisation) mais aussi sur le plan culturel et même institutionnel. Le programme intitulé Biovallée a ainsi été lancé dans

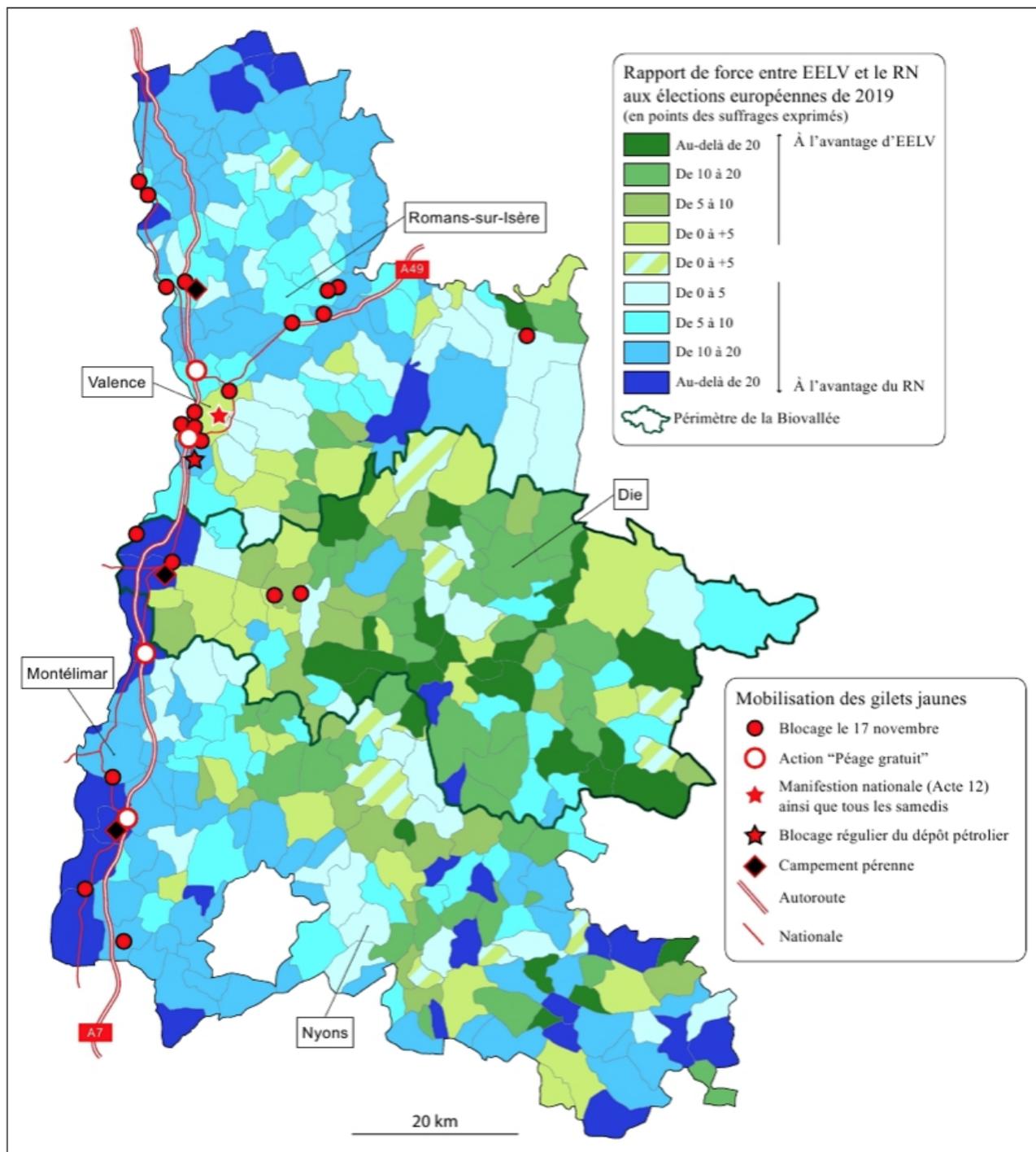
ce territoire en 2010. Financé par la Région, il vise à faire de ce terroir une vitrine du développement durable. Des projets d'écoquartiers ont été lancés et des objectifs ambitieux tracés comme l'autonomie énergétique du territoire ou le compostage systématique.



Sur le plan agricole, le territoire qui compte 30% de ses terres en bio (contre 17% à l'échelle départementale et 6% à l'échelle nationale) souhaite passer à 50% dans les prochaines années. Ce projet porté par les collectivités locales a réussi à fédérer les énergies de nombreux acteurs locaux qui apportent chacun leur pierre à l'édifice. Parmi ces acteurs emblématiques, on peut citer : L'Herbier du Diois, entreprise vendant plantes et épices qu'elle collecte auprès de 300 fournisseurs locaux ; le centre d'agroécologie des Amanins, cofondé par Pierre Rabhi ; Jaillance, coopérative viticole produisant la fameuse clairette de Die, qui s'est engagée dans une démarche environnementale, ou bien encore Biotop, usine produisant des insectes destinés à remplacer les pesticides dans les exploitations agricoles. Dans cet environnement protégé, une filière de tourisme vert et écoresponsable s'est également développée, générant de l'activité et des retombées économiques supplémentaires dans la région. Cet état d'esprit et le modèle de société écoresponsable (20% des emplois locaux se rattachent à l'économie sociale et solidaire) qu'il est en train de créer trouvent leur expression sur le plan électoral.

Les meilleurs scores d'EELV se concentrent pour l'essentiel dans la Biovallée alors que les résultats sont plus limités, voire faibles, ailleurs dans le département. C'est notamment le cas dans la vallée du Rhône, où l'activité économique, le mode de développement et l'ambiance sont tout autres. Ce couloir de circulation important, structuré autour de l'axe autoroutier et des deux pôles urbains de Valence et de Montélimar, est un espace périurbain, où alternent centres densément peuplés, zones pavillonnaires et zones commerciales, logistiques et, dans une moindre mesure, industrielles, avec notamment deux sites nucléaires importants (au Tricastin et à côté de Romans).

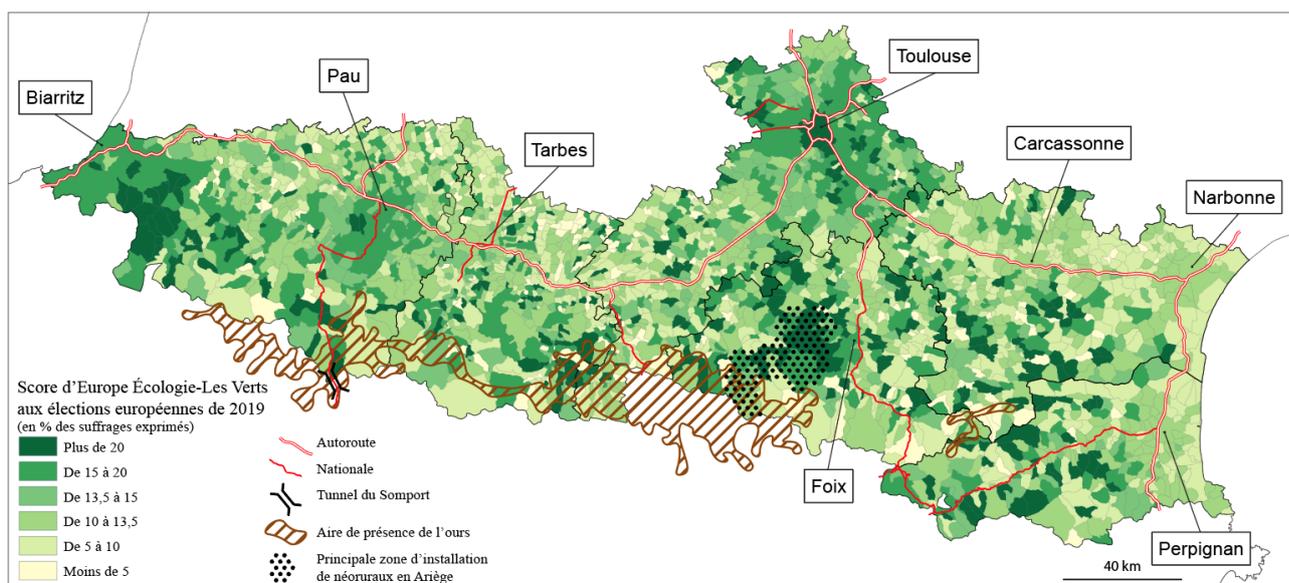
Dans cet espace, la civilisation de la voiture et du pavillon individuel domine. Mais dans ce département modeste, toute une partie de la population locale occupe des emplois peu rémunérés et a de plus en plus de mal à se maintenir à flot. Du fait du coût de l'immobilier (beaucoup « ont fait construire », selon la formule consacrée, et sont lourdement endettés), du budget consacré à l'automobile, du poids des taxes et des dépenses contraintes (équipement du foyer, abonnements divers), le reste à vivre est minime, voire inexistant. On a là le facteur expliquant pourquoi cette partie du département a constitué un important foyer de mobilisation et d'action des « gilets jaunes ». Comme le montre la carte ci-dessous, les lieux de rassemblement et les points de blocage et de manifestations des « gilets jaunes » ont été concentrés pour l'essentiel dans la vallée du Rhône alors que la Biovallée (où le niveau de revenu n'est pourtant pas plus élevé) est restée relativement à l'écart. Dans ce territoire, toute une partie de la population a opté, quant à elle, pour un mode de vie placé sous le signe de la sobriété. De leur côté, les populations de la vallée du Rhône et de l'Isère demeurent plus adeptes de la société de consommation actuelle, mais il leur est de plus en plus difficile d'en être pleinement acteurs et de suivre la cadence imprimée par l'émergence permanente de nouveaux produits, besoins et désirs.



Deux modes de vie et deux visions du monde s'affrontent donc avec leurs traductions électorales. Le RN devance ainsi très nettement EELV dans la vallée du Rhône et dans celle de l'Isère. EELV, de son côté, s'impose sur le RN dans le périmètre de la Biovallée. Sorti des limites de ce territoire particulier, le RN reprend l'ascendant mais d'une manière un peu moins marquée que dans le couloir rhodanien.

La carte suivante portant sur les départements pyrénéens permet de mettre en lumière différentes

logiques d'implantation du vote EELV. Il est très présent dans certaines zones urbaines. C'est très manifeste dans l'aire toulousaine, métropole concentrant diplômés du supérieur, cadres et professions intellectuelles. Le fait urbain favorise également EELV dans l'agglomération paloise ou bien encore à Foix, ville pourtant de taille beaucoup plus restreinte que Toulouse. Mais cette carte montre également la complexité des phénomènes électoraux et rappelle que les règles générales peuvent parfois être contredites. Ainsi, Perpignan, Narbonne et Carcassonne, villes relativement importantes, sont réfractaires au vote écologiste. Plus globalement, la zone côtière courant de la frontière espagnole à Narbonne et la plaine suivant l'A81 et le canal du Midi de Narbonne à Castelnaudary en passant par Carcassonne, zones assez densément peuplées et de nature périurbaine, apparaissent comme des espaces de faible vote EELV. Ces territoires présentent sur le plan socioculturel et économique d'assez grandes similitudes avec l'Ouest drômois, le RN y étant également puissant.



À l'inverse, le vote EELV gagne en intensité quand on quitte la plaine périurbanisée et le littoral. Les zones semi-montagneuses de la montagne Noire et des Corbières (dans l'Aude) et du Conflent (Pyrénées-Orientales) et le massif pyrénéen dans les deux départements, bien que beaucoup plus rurales que la plaine, sont plus favorables aux Verts. Si ces territoires n'abritent pas un écosystème similaire à la Biovallée drômoise, l'agriculture biologique, les circuits courts et l'économie sociale et solidaire sont présents et une partie de la population locale est sensible au discours vantant les mérites de la sobriété écologique. C'est particulièrement vrai dans les communes dont le territoire appartient au réseau des Réserves naturelles nationales catalanes.

<i>Les votes EELV et RN dans les communes appartenant au réseau des Réserves naturelles nationales catalanes</i>		
Communes	Vote EELV	Vote RN
• Mantet	65,4%	7,4%
• Nohèdes	44%	12%
• Py	26,9%	11,5%
• Eyne	22,4%	18,8%
• Conat	16,3%	16,3%
• Jujols	14,3%	19%

<i>Les votes EELV et RN dans certaines communes montagnardes des Pyrénées-Orientales</i>		
Communes	Vote EELV	Vote RN
• Oreilla	0%	42,9%
• Ayguatébia-Talau	5%	25%
• Caudiès-de-Conflent	5,3%	42,1%
• Sansa	6,5%	41,9%
• Olette	9,4%	28,3%
• Urbanya	12,8%	41%

Dans ces communes (certes très peu peuplées), le vote EELV est important, voire très important, quand le vote RN est contenu. Ce rapport de force est très différent dans des villages pourtant très proches, où l'on est très peu écolo et beaucoup plus massivement acquis au RN. On voit ainsi qu'à quelques kilomètres d'écart, dans la même vallée, le climat politique peut changer du tout au tout. Cet antagonisme électoral dans cette partie du massif pyrénéen renvoie à un conflit de représentations s'appuyant sur des rapports à la nature opposés. Certains villages comptent un fort contingent de chasseurs (CPNT y avait obtenu des scores élevés) entretenant un rapport traditionnel à l'espace naturel et à la montagne dans laquelle leurs familles vivent depuis des générations. Dans d'autres communes, parfois voisines, des néoruraux ou des enfants du pays sont porteurs d'autres valeurs et d'une autre vision des espaces naturels et des animaux qui les peuplent.

La présence et la réintroduction d'ours sont ainsi, par exemple, des sujets sensibles dans le massif pyrénéen, où le pastoralisme représente une activité importante. Les écologistes défendent de longue date la réintroduction du plantigrade quand les opposants se recrutent au sein des autres familles politiques. Cette thématique est clivante et divise les populations locales. L'association ADET, qui milite de longue date pour la réintroduction, compte plusieurs communes parmi ses membres fondateurs. Dans ces territoires situés aux confins de la Haute-Garonne et des Hautes-Pyrénées, qui ont été pionniers dans ces programmes de réintroduction et où la présence de l'ours est significative, le vote EELV est relativement faible. Il n'atteint ainsi que 4,1% à Arlos, 10,1% à Cierp-Gaud, 11,3% à Burgalays, 11,5% à Boutx et 11,6% à Bagnères-de-Luchon. La présence régulière de l'ours suscite du mécontentement et du ressentiment dans certains villages qui votent très peu écolo comme Laruns (7,7% pour la liste Jadot) en Béarn ou bien Ustou en Ariège (8,1%), dont le maire a pris symboliquement un arrêt interdisant la divagation des ours sur le territoire communal. Mais, signe du caractère très clivant de cette question, Seix, autre commune ariégeoise dont le maire a pris le même type d'arrêté, a voté à 15,4% pour la liste Jadot. De la même manière, toujours dans le département de l'Ariège, les écologistes parviennent à obtenir des scores très

proches de la moyenne nationale dans les communes d'Aston (12,4%) ou de Couflens (12,1%), ayant pourtant été le théâtre d'attaques de troupeaux commises par des ours. Comme le montre la carte précédente, les communes concernées par la présence avérée et régulière d'ours n'adoptent pas d'attitude homogène concernant le vote en faveur d'EELV, ce qui confirme le caractère clivé des populations locales sur cette question.

La carte fait, en revanche, ressortir un tropisme écologiste assez marqué dans un ensemble de communes ariégeoises correspondant aux anciens cantons de Massat et de La Bastide de-Sérou et à une partie de celui d'Oust. Ces vallées isolées, frappées par un exode rural précoce, ont vu arriver dans les années 1960 et 1970 plusieurs centaines de néoruraux. Beaucoup sont repartis mais certains sont restés et d'autres vagues d'arrivée ont eu lieu depuis. Sous l'influence de cette population, l'agriculture bio, le tissu associatif et l'économie sociale et solidaire se sont développés dans ce territoire. Dans ces hameaux et villages, les relations humaines sont souvent placées sous le signe de l'entraide, du troc et de l'économie de la débrouille. Sur fond d'altermondialisme et de décroissance, une partie de la population locale met en œuvre la sobriété écologique et adopte, par conviction et par contrainte économique, un mode de vie en rupture avec la société de consommation. Tout ceci constitue un terreau particulièrement propice à EELV qui dépasse le seuil de 25%, voire 30%, dans ces communes, votant également significativement pour La France insoumise.

Plus à l'ouest, dans la vallée d'Aspe, on trouve d'autres communes pyrénéennes dans lesquelles la liste de Yannick Jadot a obtenu de bons résultats. Ce territoire a connu une forte mobilisation contre la construction du tunnel routier du Somport dans les années 1990 et 2000, lutte animée notamment par Éric Petetin. Aujourd'hui, une partie des habitants demandent la réouverture d'une voie ferrée pour réduire le trafic de camions entre la France et l'Espagne. Le score des écologistes est élevé dans des communes comme Urdos (20%), Bedous (20,2%), Accous (22,7%) ou bien encore Osse-en-Aspe (25,9%).

Enfin, à l'extrémité ouest de la chaîne des Pyrénées, bon nombre de communes du Pays basque votent également fortement pour EELV, comme on l'a vu précédemment.

Dans d'autres régions françaises, la liste EELV a recueilli des scores très élevés (plus de 30% des voix) dans des communes rurales isolées qui constituent, en modèle réduit par rapport à la Biovallée, d'autres laboratoires de la transition écologique. Dans ces villages, les habitants ont opté pour des modes de vie et de développement rompant avec la société de consommation et avec l'agriculture productiviste. C'est notamment le cas à Trémargat dans les Côtes-d'Armor qui a voté à 38,7% pour la liste Jadot. Dans ce village du centre-Bretagne, l'exode rural a été enrayeré par l'arrivée

de néoruraux au début des années 1970, puis dans les années 1990, et ces dernières années de nouveaux arrivants, attirés par le mode de vie et de développement du village, s'y installent. La commune compte quatorze fermes, la plupart en bio, mais également douze associations, une épicerie et un café repris par la municipalité mais aussi un restaurant bio. Le conseil municipal est dirigé par une équipe qui favorise et encourage les projets collectifs et l'entraide entre les habitants. Une attention particulière est portée au foncier et la commune a monté une SCI pour acheter des terres agricoles et aider l'installation des nouveaux agriculteurs respectant un cahier des charges très écologique.

On retrouve le même type de microsociété, par exemple, dans la commune de Burdignes, dans la Loire, village qui compte 360 habitants et qui a voté à 32,4% pour EELV. Ce village, qui a fait l'objet d'un film, *Un village dans le vent* de Jean-Louis Gonterre, cultive depuis de nombreuses années sa fibre environnementale. Un écohomeau y a été construit, ainsi, par exemple, qu'une chaufferie-bois pour l'école, dont la cantine est approvisionnée en produits locaux et bio par les agriculteurs de la commune. Plus au nord, c'est le village de Blanot, 170 habitants en Saône-et-Loire, qui s'est engagé dans la même démarche, apparemment partagée par les électeurs qui ont accordé 41,9% à la liste Jadot.

Si le vote RN prospère dans bon nombre de zones rurales et périurbaines, on voit à travers les exemples précédemment évoqués que le localisme, que Marine Le Pen avait fait figurer en bonne place de sa campagne, peut, dans sa version écologiste, constituer une alternative politique et culturelle au frontisme mais aussi fournir un projet de développement et de vie pour des territoires, qui ne bénéficient pas des atouts leur permettant de participer à armes égales à la compétition économique favorisant les métropoles et les zones touristiques.

Cette alternative semble fonctionner dans le cas de villages et de petites communes rurales mais qu'en est-il dans des villes de taille plus importante et dans des bassins industriels en crise ? Quelques communes de ce type sont dirigées par un maire appartenant à EELV ou de sensibilité écologiste. Dans ces villes populaires et anciennement industrialisées, la politique environnementale et les actions en faveur de la transition écologique et sociale rencontrent un certain écho auprès de la population. La liste EELV recueille 21,8% des voix à Grande-Synthe, dans la région de Dunkerque, 17,1% à Loos-en-Gohelle dans le bassin minier du Pas-de-Calais et 13,5% à Ungersheim, dans le bassin potassique alsacien. Le maire de cette commune, bien que non-membre d'EELV, contrairement aux maires des deux autres villes, a développé depuis des années de nombreuses initiatives écologiques. Dans ces trois communes, le vote EELV est significatif mais il n'atteint pas les scores réalisés dans les villages cités précédemment et le RN y surclasse très nettement les écologistes en obtenant 34% à Grande-Synthe, 40,9% à Loos-en-Gohelle et

36,9% à Ungersheim. EELV administre également Grenoble (22,4%) et quelques villes de banlieue : Arcueil (20,5%), l'Île-Saint-Denis (15,5%) en région parisienne ou Bègles (21,2%) dans l'agglomération bordelaise. Les scores y sont souvent sensiblement supérieurs à la moyenne nationale et EELV bénéficie électoralement de son implantation locale. Mais, compte tenu du nombre d'habitants et de la diversité de profils socioculturels et idéologiques en milieu urbain, le modèle de transition écologique porté par le parti sur le plan local et national n'est pas en capacité de s'imposer majoritairement dans ces villes, comme cela peut être le cas dans certains villages jouant le rôle de laboratoires ruraux.